



Après avoir boudé en masse les consignes de vote des gardiens de la tradition, certaines populations de la région de l'Ouest se permettent de les couvrir d'insultes et de railleries.

Que valent encore les chefs traditionnels dans la région de l'Ouest ? Plus grand-chose. A l'exception de quelques-uns. La notoriété de ces autorités traditionnelles, déjà écornée du fait de leur engagement notoire dans l'arène politique, s'est davantage désagrégée à l'issue du scrutin présidentiel du 7 octobre dernier. En effet, en plus des appels adressés au président de la république à se présenter à cette élection des mois plus tôt, nombre d'entre eux ont ostentatoirement fait montre de leur penchant pour l'un des candidats et en l'occurrence Paul Biya, candidat du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpc). Au-delà de leur présence quasi-automatique aux meetings de ce candidat pendant la campagne électorale, certains ont même pris la parole pour tenter d'imposer aux populations de leur village, leur choix. « En tant que personne éclairée, je sais ce qui est bien pour vous.

En l'état actuel des choses, je peux vous dire que Paul Biya est le candidat qu'il faut pour vous », expliquait Guillaume Tela Negou. Comme le chef Baleng, les autres gardiens de la tradition dans le département de la Mifi ont activement pris part à la campagne électorale en tant que soutien du président sortant, candidat à sa propre succession. Ailleurs comme à Baham, l'on est même allé plus loin. Selon nos sources, une vive échauffourée a eu lieu entre

le chef Max Pokam, sénateur sous les couleurs du Rdpc, et certains de ses sujets, militants du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (Mrc) dont Christophe Kamdem, patron de ce parti pour la région de l'Ouest. Les faits qui nous ont été rapportés par des sources crédibles font état de ce que, surprise dans une opération suspecte à laquelle des électeurs au sortir des bureaux de vote, percevaient une somme d'argent sur présentation du bulletin du candidat du Mrc, l'autorité traditionnelle aurait bondi sur Christophe Kamdem qui tentait d'immortaliser cette scène avec son téléphone portable. S'en est suivi une chaude empoignade heureusement stoppée par les forces de l'ordre. Des scènes similaires à celle-ci ont été signalées dans plusieurs autres localités reculées de la région de l'Ouest. Notamment à Fondonnera dans le département de la Menoua.

Par le passé, les sujets se seraient exécutés sans rechigner ; mais lors de ces incidents apprend-on, ils ont exprimé de vive voix leur courroux à leurs chefs respectifs. L'extériorisation de la colère s'est même poursuivie sur les réseaux sociaux. En des termes discourtois et avilissants, les populations ont exprimé leur désapprobation à l'égard des agissements des garants des valeurs ancestrales, les couvrant de tous les superlatifs dépréciatifs. Mais elles ne sont pas arrêtées là. Dans les urnes, elles ont également sanctionné. D'après les chiffres non officiels, nonobstant leur implication active lors de la campagne électorale en faveur du candidat du Rdpc, les Chefs traditionnels n'ont pas été suivis. A Baham, les tendances seraient défavorables au candidat soutenu par le Chef du village. Dans la Mifi, l'échec du candidat des chefs traditionnels semblent plus cuisant. A Foréké-Dschang, bien que le Chef du village soit conseiller municipal Rdpc, ses sujets ont boudé son choix.

In fine, l'une des leçons à tirer du scrutin du 7 octobre 2018, est la perte par les chefs traditionnels de leur aura d'antan auprès de leurs populations. Beaucoup pensent que l'intérêt personnel de ces chefs prime sur celui de leur communauté. Et certains prédisent une banalisation dans les années à venir du pouvoir traditionnel.
